



**La confiance entre les scientifiques et les sociétés en Afrique:
Situation actuelle et perspectives
2nd webinaire (9 novembre 2021) – Alioune FALL**

Alioune Fall est Président du Forum pour la recherche agricole en Afrique (FARA) et Président du conseil scientifique du CIRAD. Il montre qu'en Afrique, les relations entre scientifiques africains et étrangers, et entre scientifiques et sociétés, sont faites de conflits, résistances, incompréhensions et conciliations. C'est un cheminement qui progresse vers des démarches participatives et solidaires. Un bon partenariat et une bonne communication augmentent la confiance.

Alioune Fall met en perspective historique les relations entre la recherche scientifique, en particulier dans le secteur agricole, et les sociétés en Afrique depuis la période coloniale jusqu'à nos jours. Ce regard historique permet de prendre en compte la multiplicité des acteurs scientifiques depuis les missions coloniales en passant par la très lente émergence de cadres africains au moment des indépendances et la construction de systèmes nationaux (et régionaux) de recherche agronomique (SNRA). L'héritage colonial est celui de la mise en valeur des territoires (arachide, café, coton, hévéa, cacao, etc.). Dans les institutions nationales, les chercheurs africains s'approprient les travaux passés tout en contestant les orientations ; ils collaborent mais les changements dans les thématiques de recherche sont lents. Progressivement, le paysage s'est complexifié et les relations entre le monde académique et celui des citoyens et des acteurs économiques deviennent beaucoup plus dynamiques : davantage de lieux de discussions et de débats, mise en place d'organisations sous-régionales/régionales (CORAF, FARA, etc.) et de plateformes multi-acteurs. Des choix en matière de politique agricole sont débattus. La confiance entre tous ces acteurs est un cheminement et non un point abouti. La recherche se décloisonne et ne peut plus rester dans une posture d'offre de solutions uniquement techniques. Néanmoins, on remarque que les agriculteurs n'ont confiance dans les recherches que si elles améliorent leur situation économique et sociale. L'orientation vers le débat scientifique reste difficile en Afrique, comme dans n'importe quel pays, car elle implique de mettre en avant le doute scientifique et l'évolution des connaissances, au lieu de certitudes.

Alioune Fall a donné deux exemples : (a) Des systèmes d'information agro-météo au Sénégal : la confiance est tributaire de la co-construction et de la qualité de l'information, de la prise en compte des savoirs traditionnels, de la formation, et la diffusion des informations par toutes sortes de médias, notamment ceux utilisant les langues locales. (b) Les résultats d'une enquête menée au Sénégal sur le vaccin contre la covid-19 : du fait d'un manque d'information, la population était plutôt encline à s'orienter vers les médecines traditionnelles, tout en ayant, là aussi, peu d'informations sur l'efficacité des traitements proposés contre la covid-19. C'est certainement là que priment les croyances face à une démarche scientifique, que Alioune Fall résume par : « moins de confiance, plus de méfiance qui dérive vers la défiance ».

Pour Alioune Fall, lorsqu'un chercheur voit que les résultats de ses travaux sont utiles aux agriculteurs, il en tire satisfaction et confiance en lui-même. Quelles perspectives pour la confiance entre les scientifiques et les sociétés ? Il faut résoudre ce qui conduit à de l'incompréhension. D'une part, les scientifiques doivent être accessibles et ouverts, écouter les producteurs qui connaissent les réalités du terrain, accepter les échecs ; ils doivent travailler en équipe multidisciplinaire (avec notamment des sociologues et des anthropologues) et s'intéresser aux systèmes de production ; se former à la communication et transmettre des messages simples, si possible en langue locale ; s'assurer que les technologies, variétés et pratiques culturelles sont socialement acceptables, respectueuses de l'environnement et apportent davantage de bénéfices que celles qui existent actuellement ; et accepter que leurs pratiques et résultats soient débattus. D'autre part, les politiques devraient

s'engager à promouvoir la culture scientifique (observations, expérimentations) dans l'enseignement primaire, secondaire et supérieur, et assurer des financements réguliers. Enfin, la recherche et les politiques devraient apporter des alternatives aux situations insatisfaisantes (exemple : remplacement des cultures de rente de l'époque coloniale), aux enjeux de lutte contre les inégalités, aux changements climatiques, aux inégalités de développement territorial, etc. Mais encore faudrait-il que les bailleurs de fonds, qui financent très largement la recherche scientifique, soient d'accord entre eux sur les thématiques et la conception de la recherche. Ce n'est pas nécessairement le cas. Certains poussent les questions de transitions agro-écologiques, de prise en compte des grandes questions démographiques, de développement rural et territorial, d'agriculture familiale ; d'autres, au contraire, sont favorables à une agriculture de type « révolution verte et numérique » et aux investissements privés africains et étrangers (notamment les Etats-Unis, la Chine avec ses centres de démonstration agricole, la FAO avec son programme « Main dans la main »). C'est dans ce contexte aux conceptions multiples que les Etats devront exprimer des choix clairs de politiques scientifiques en fonction des enjeux sociétaux ; la dynamique de confiance pourrait alors se stabiliser.